42/12. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit que l'Accord constitutif du Système économique latino-américain conclu le 17 octobre 1975 a créé un organisme permanent de coopération intrarégionale et de consultation et de coordination entre les Etats d'Amérique latine et des Caraïbes,

Considérant qu'aux termes de cet Accord constitutif les activités du Système latino-américain sont régies par des principes correspondant à ceux des Nations Unies, tels que l'égalité, la souveraineté et l'indépendance des Etats, la solidarité, la non-intervention et le respect des systèmes économiques, sociaux et politiques librement adoptés par les Etats,

Rappelant qu'en vertu de l'Accord constitutif les activités de coopération, de consultation et de coordination menées par le Système économique latino-américain le sont dans l'esprit de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, qui figurent dans ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats contenue dans sa résolution 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974,

Tenant compte de sa résolution 35/3 du 13 octobre 1980, par laquelle elle a accordé au Système économique latino-américain le statut d'observateur auprès d'elle, et considérant que divers organes et organismes des Nations Unies participent sur un pied d'égalité aux travaux du Conseil latino-américain, organe suprême du Système économique latino-américain,

Ayant à l'esprit que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies se fait représenter aux sessions du Conseil latino-américain par un représentant spécial,

Considérant que le Système économique latino-américain a conclu des accords ou arrangements de coopération avec des organes et organismes des Nations Unies tels que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et l'Union internationale des télécommunications,

Consciente qu'il faut renforcer et étendre la coopération entre le Système économique latino-américain, instance régionale propre des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et l'Organisation des Nations Unies, et qu'il convient que les deux organismes se tiennent en liaison permanente, continuent à se consulter sur les questions d'intérêt commun, procèdent à des échanges d'informations entre secrétariats et coopèrent davantage dans les différents domaines,

Prenant note du communiqué de la treizième session du Conseil latino-américain, par lequel il a été convenu de procéder chaque année à un échange de vues entre ministres des relations extérieures avant la session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies pour examiner la situation internationale et ses répercussions dans la région, ainsi que les dispositions à prendre pour renforcer l'unité latino-américaine,

Rappelant les Articles de la Charte des Nations Unies qui préconisent des activités de coopération régionale visant à servir les buts et principes des Nations Unies,

1. *Prend note avec satisfaction* des efforts que fait le Système économique latino-américain pour encourager la coopération entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que la concertation et la coordination de leurs positions et pour favoriser leur développement économique et social;

2. *Décide* de renforcer et d'étendre les activités de coopération entre le système des Nations Unies et le Système économique latino-américain, grâce à une liaison permanente qui leur permette de continuer à se consulter sur les questions d'intérêt commun, d'échanger des informations entre secrétariats et d'intensifier la coopération afin de mettre les deux organisations mieux à même d'atteindre leurs buts et objectifs;

3. *Souligne* l'importance qu'une étroite coopération entre le système des Nations Unies et le Système économique latino-américain revêt pour l'instauration du nouvel ordre économique international, conformément aux résolutions et décisions approuvées en la matière par l'Assemblée générale et le Conseil latino-américain;

4. *Demande* au Secrétaire général de faire le nécessaire pour renforcer et étendre la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain;

5. *Invite instamment* les institutions spécialisées et autres organismes et programmes des Nations Unies à continuer d'accroître leur appui à l'action du Système économique latino-américain;

6. *Demande également* au Secrétaire général de lui rendre compte, à sa quarante-troisième session, de l'application de la présente résolution et de l'évolution de la coopération entre le système des Nations Unies et le Système économique latino-américain.

51^e séance plénière
28 octobre 1987

42/13. Bilan de l'Année internationale de la paix

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 37/16 du 16 novembre 1982, 38/56 du 7 décembre 1983, 39/10 du 8 novembre 1984, 40/3 du 24 octobre 1985, 40/10 du 11 novembre 1985 et 41/9 du 24 octobre 1986, relatives à l'Année internationale de la paix,

Rappelant également que la Proclamation de l'Année internationale de la paix dans sa résolution 40/3 a constitué un temps fort de la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies,

Constatant que la Proclamation de l'Année internationale de la paix a été accueillie avec enthousiasme par la communauté internationale et a contribué à renforcer la coopération internationale au service de la paix,

Considérant que la Proclamation et le programme de l'Année internationale de la paix, ainsi que les efforts et activités multiples que l'Année a suscités aux Nations Unies et dans la communauté internationale en général, ont contribué de façon concrète et appréciable à la compréhension et au dialogue entre les nations et les peuples, de même qu'aux efforts nécessaires pour atteindre l'objectif d'une paix véritable,

Rappelant que le programme de l'Année a été principalement conçu pour encourager l'action internationale, régionale et nationale visant à faire toujours mieux com-